

TRIBUNAL AUX ARMÉES
DE PARIS
BP 421
00477 ARMEES
TÉL. : 01.44.64.25.38

CABINET DE
FLORENCE MICHON
JUGE D'INSTRUCTION

N° DU PARQUET : . 1554/04 .
N° INSTRUCTION : . 1/05/3 .
PROCÉDURE CRIMINELLE

Monsieur le Ministre,

Comme vous le savez, je suis saisie d'une information judiciaire ouverte contre X des chefs d'assassinats, tentative d'assassinats et destruction, à la suite de l'attaque menée le 6 novembre 2004 contre l'emprise Descartes occupée par des militaires français à BOUAKE (Côte d'Ivoire).

Le 26 septembre 2005, mon prédécesseur, Madame RAYNAUD, à requis le Ministre des Affaires Etrangères de l'époque aux fins d'obtenir le rapport de fin de mission de l'Ambassadeur de France en poste en Côte d'Ivoire à l'époque des faits, ainsi que tout document traitant des faits ci-dessus rappelés.

Le 3 janvier dernier, par courrier référencé 000061CM, parvenu à mon cabinet le 7 janvier, vous m'avez informée que le rapport de fin de mission de l'Ambassadeur LE LIDEC portait sur la période du 14 décembre 2003 au 30 juillet 2005, qu'il était protégé au titre du secret de la Défense Nationale, au niveau Secret Défense, et vous m'avez invitée à vous saisir d'une demande de déclassification de ce document.

Tel est donc l'objet du présent courrier.

Plusieurs éléments qui figurent à mon dossier montrent en effet que l'Ambassadeur de France, en personne ou par ses services, a été étroitement associé au suivi des événements.

Dès lors, il apparaît que le rapport dont je demande la communication est indispensable à la poursuite de mes investigations, qui visent à préciser l'exact déroulement des faits, à identifier tous les co-auteurs et complices de cette action criminelle (décideurs, donneurs d'ordre, fournisseurs du matériel, exécutants, etc, etc...), et à en déterminer les mobiles.

Il m'est nécessaire en particulier d'obtenir le maximum d'informations sur les relations et échanges qui sont intervenus entre les autorités françaises et les autorités ivoiriennes, et entre les autorités françaises et les autorités de l'ONU, durant cette période.

Je souhaite également obtenir tous les éléments relatifs aux relations et échanges ayant eu lieu entre les autorités françaises et les autorités d'autres Etats durant cette même période, et notamment avec toutes les autorités étrangères qui sont intervenues en lien avec l'interpellation à l'aéroport d'ABIDJAN, le 7 novembre 2004, de quinze ressortissants slaves, et avec l'arrestation à la frontière du Togo, quelques jours plus tard, de huit ressortissants biélorusses et de deux ressortissants ivoiriens.

Plus largement, il m'est nécessaire d'être en possession de toutes les informations, analyses ou renseignements susceptibles de concerner les faits dont je suis saisie, de quelque nature qu'ils soient, dont a disposé l'Ambassade de France, qu'ils soient antérieurs, concomitants ou postérieurs à l'attaque.

Bien évidemment, compte tenu des termes de la loi, ma demande ne vise pas les parties du rapport de l'Ambassadeur qui seraient sans lien avec ces faits.

Je me permets en revanche de souligner que, eu égard à la complexité du dossier dont je suis en charge, j'ai besoin, pour pouvoir mener mes investigations de la manière la plus complète qui soit, d'avoir accès au maximum d'éléments, même s'ils paraissent n'avoir qu'un lien indirect avec l'attaque du camp français, dès lors qu'ils sont susceptibles d'orienter mes investigations.

J'ai l'honneur par conséquent de solliciter la déclassification de toutes les parties du rapport de fin de mission de l'Ambassadeur LE LIDEC portant sur la période du 14 décembre 2003 au 30 juillet 2005 qui sont en lien, même indirect, avec les faits dont je suis saisie, par le biais de la saisine de la Commission Consultative du Secret de la Défense Nationale, en application de l'article L.2312-4 du Code de la Défense.

Je reste bien évidemment à votre entière disposition et à celle de la Commission pour tout renseignement complémentaire qui vous paraîtrait utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Le Juge d'instruction
Florence MICHON



Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères et Européennes
37, quai d'Orsay
75351 PARIS